

RECESSION, PLAN BOURGEOIS ET LUTTES OUVRIERES

La situation en France, à la rentrée, mérite un minimum d'examen : en premier lieu, nous abordons une période électorale pour laquelle le PCF et la SFIO se sont mis dans une situation difficile. En second lieu, il faut remarquer que le régime entre dans cette phase de lutte politique avec sur la « conscience » une récession économique dont les salariés dans leur ensemble font les frais. Fait plus grave, cette récession semble devoir se prolonger : aucune perspective de redémarrage sérieux n'est en vue. De plus, elle fait partie de toute une série de reculs sur

le plan économique dans divers pays capitalistes, tels le Japon, l'Italie et la Grande-Bretagne.

QUELQUES DONNÉES

Nous donnerons quelques chiffres qui illustrent assez bien la récession en France. Les premiers concernent la sidérurgie et sont extraits soit du bulletin de l'Office des Statistiques des Communautés Européennes, soit du bulletin de la Chambre Syndicale de la Sidérurgie française.

Matières en million de tonnes	Nov. 64	déc. 64	janv. 65	mai 65	Différ. en %
Minéral de fer ..	5,30	5,36		5	- 5,66 %
Houille	4,71			4,47	- 5,1 %
Acier brut	1,73			1,68	- 2,9 %
Fonte brute			1,385	1,39	
Produits finis	1,26			1,26	

Notons également une baisse de production de 8,1 % pour les machines-outils (enlèvement de métal), de 6,1 % à 39 % pour les véhicules utilitaires (selon le tonnage utile), de 14 % à 36 %

pour le matériel thermique (brûleurs, chauffe-eau).

Un tableau du même ordre peut être dressé pour le textile.

Matières en milliers de tonnes	Moyenne mensuelle 64	Mai 1965	Juin 65	Différence
Filés de lin	2,06		1,92	- 6,80 %
Filés de coton	24		23,20	- 3,30 %
Filés de laine	12,27	11,26		- 8,96 %
Laine peignée	6,18	5,52		- 10,07 %
Tissus coton	18,90		17,50	- 7,40 %
Tissus laine	6,30	5,10		- 19,10 %

Nous donnerons plus loin quelques détails sur l'industrie de biens de consommation. Mais signalons déjà : que, si l'on enregistre une reprise dans le secteur automobile, il n'en demeure pas moins que l'INSEE prévoit une baisse de 4 % des immatriculations de voitures ; que des chutes vertigineuses sont enregistrées dans l'industrie du cuir et que certains secteurs de l'industrie électrique connaissent une période difficile. Mais n'exagérons rien. Si l'on doit encore accorder un crédit à l'INSEE, remarquons simplement que les indices de production reflètent une stagnation et non une crise.

Base 100 en 1959 — l'indice en avril 1964 était à 138)

Février 1965	137,5
Mars 1965	136
Avril 1965	138
Mai 1965	137,5
Juin 1965	140

Qui n'avance pas, recule ! C'est l'in-

Matières produites	Taux de chute de la production
Cyclomoteurs	- 13,30 %
Matériel frigorifique ménager	- 18 %
Radio récepteurs	- 14,70 %
Radio récepteurs à transistors	- 16,20 %
Téléviseurs	- 9,10 %
Aspirateurs	- 20 %
Fers à repasser	- 17 %
Moulins à café	
Robots, batteurs	- 30 %

Ces données sont approximatives et il est vrai que la production d'appareils électroménagers seule intervient faiblement dans l'économie. Mais le recul dans ce secteur montre assez bien ce que signifie dans le domaine de la consommation, le plan de stabilisation gaulliste. Et quand bien même les experts diraient que, dans le domaine des prix, le plan a réussi, il n'en reste pas moins que les salariés ont connu des augmentations de : 10,4 % pour les loyers, 11,6 % pour les soins médicaux, de 9,4 % pour les fruits et légumes, de 9,1 % pour le beef-steak, et que des augmentations sont encore en vue sur le sucre, le pain, le charbon, l'électricité, etc.

Il est vrai que les salaires ont augmenté : mais c'est une supercherie que d'en « faire un plat » car le nombre des chômeurs (secourus ou partiels) a augmenté dans de fortes proportions. Liée à ce plan de stabilisation, la situation de l'emploi s'est également retournée de manière sensible. Pendant toute une période et notamment pendant la guerre d'Algérie, les patrons étaient à la recherche de main-d'œuvre. Le marché de l'emploi était favorable à la classe ouvrière. Aujourd'hui, les choses ont changé. Le nombre de chômeurs secourus a augmenté de 37 % par rapport

à l'interprétation la plus correcte que l'on puisse faire de ces chiffres, car il faut les situer dans le cadre d'une compétition internationale qui s'exacerbe.

LE PLAN DE STABILISATION

Il a deux ans, nous rappelle-t-on. Dans une certaine mesure, nous pourrions le présenter comme la cause de la récession. Mais il nous paraît plus important de remarquer que le coup de frein mis à l'expansion a touché en premier lieu la consommation ouvrière. Nous pouvons même parler d'une forte diminution du niveau de vie pour certaines catégories de travailleurs, celles, en particulier, qui ont subi les licenciements ou les réductions d'horaires.

Cette situation a nécessairement son reflet dans la production même. Quelques éléments nous semblent devoir être présentés.

au 1^{er} août 1964. Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est passé de 89.828 au 1^{er} août 1964 à 121.294 au 1^{er} juillet 1965. On remarquait récemment que le nombre des demandeurs de moins de 24 ans avait augmenté dans des proportions non négligeables : de 15 % il y a un an, ils représentent aujourd'hui près de 20 % de l'ensemble des demandeurs d'emplois. Enfin, d'après les statistiques de l'O.C.D.E. il y aurait près de 300.000 chômeurs totaux et partiels en France.

Ainsi met-on en évidence que si le pouvoir d'achat a augmenté, et encore très faiblement, ce n'est que pour ceux qui n'ont pas été touchés par les licenciements.

Tout cela en fin de compte apporte un démenti à cette belle histoire bien capitaliste selon laquelle ce sont les hausses de salaires qui engendrent les hausses de prix et ce sont donc les salaires qui sont la base de l'inflation. Ainsi justifie-t-on, et a-t-on justifié longtemps à l'avance, le plan de stabilisation. Mais il n'échappe plus, à aucun salarié aujourd'hui, que si l'on a stabilisé les salaires et réduit la consommation ouvrière, il reste toujours la possibilité de hausse des prix, et que les causes de l'inflation n'ont pas disparues.

LE V^e PLAN

Un autre aspect de la situation économique réside dans l'absence de perspective d'une reprise. Des différences de vues existaient entre Pompidou et son ministre des finances : le premier serait assez disposé à lever le pied qui est sur le frein ; le second semble vouloir le faire plus doucement. On est, en haut lieu, en présence d'un bâton mielleux qu'on ne sait par quel bout prendre. Tous ces experts sentent la nécessité de mettre un terme à la stagnation, mais tous comprennent également que les causes de la hausse des prix n'ayant pas disparu, tout recommencera comme avant le plan de stabilisation. De plus, il est vrai que les investissements n'ont pas augmenté dans de fortes proportions et donc qu'un redémarrage ne sera pas aisé.

Tout cela, le pouvoir semble bien le comprendre et nous le voyons prendre plusieurs mesures qui doivent favoriser une éventuelle reprise. Cela va de la modification de l'imposition des entreprises, au prêt d'un milliard de NF aux industriels qui opèrent des regroupements, en passant par les allègements fiscaux accordés aux obligataires. La politique de concentration est encouragée au maximum et la concurrence au sein du Marché commun est sans doute un sérieux aiguillon.

« Le V^e plan, — lit-on dans le rapport sur le V^e plan — propose comme objectif la constitution ou le renforcement lorsqu'ils existent déjà, d'un petit nombre d'entreprises de taille internationale capables d'affronter les groupes étrangers dans le domaine où s'établit la concurrence. » C'est là un axe du V^e plan qui se résume, si l'on veut, en une profonde transformation de la structure industrielle. Pour les marxistes, ce n'est pas un fait nouveau, mais au contraire un phénomène normal, prévisible, par lequel les capitalistes opèrent des regroupements rentables et transfèrent ou abandonnent (parfois (nationalisent) les secteurs où le taux de profit n'est plus assez élevé.

Mais les experts sont timides : il leur faut se prononcer sur les objectifs et sur des prévisions chiffrées. Or la con-

joncture est assez mauvaise, et pas seulement en France, pour que l'on hésite. Mais de toute façon, il ne peut sortir grand chose de favorable aux salariés. On lit encore dans le projet de rapport : « En résumé, le moteur de l'expansion devant se déplacer progressivement de la consommation vers l'investissement et l'exportation... » ; il est clair qu'il ne s'agit pas d'autre chose que de poursuivre plus ou moins rigoureusement une stabilisation des salaires, de la consommation ouvrière et, par suite, de freiner l'industrie des biens de consommation au profit de la grosse industrie et de la production des biens d'équipement. Si un redémarrage économique peut se faire, ce n'est pas la classe ouvrière qui en tirera les fruits, ou du moins, pas sans grandes luttes.

POUR L'UNIFICATION DES LUTTES

Il y a donc une conjoncture économique assez mauvaise. Il y a également une situation difficile pour la classe ouvrière, au niveau de l'emploi, des salaires, de la consommation, de la fiscalité. Tout se tient. Mais il y a également un silence effroyable des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier. La CGT vient de rompre ce silence en appelant, dans la métallurgie, à un redémarrage des luttes au niveau des entreprises. Mais le Comité exécutif de la fédération des métaux n'a pas donné d'axe à ces luttes. Or, il y a au moins un mot d'ordre qui peut être repris par l'ensemble des salariés : A BAS LE PLAN DE STABILISATION DES SALAIRES ! DIMINUTION DE LA SEMAINE DE TRAVAIL SANS DIMINUTION DE SALAIRE !

C'est sur cet axe que peuvent être organisées les grandes luttes qui viseront à obtenir la réduction du temps du travail et l'augmentation des salaires. Les luttes organisées pour atteindre à une généralisation sur ce mot d'ordre unique ne manqueront pas de mettre le régime et son général aux prises avec de sérieuses difficultés dans cette période électorale.

ANTOINE VALLON.

Une expérience d'unité européenne ...ou F.O. se démasque

L'unité ouvrière européenne — et d'abord l'unité syndicale — est une exigence dont il n'est sans doute pas nécessaire de démontrer l'importance. L'échelle nationale devient chaque jour plus provinciale. Le Marché commun crée un cadre dont on conçoit difficilement qu'il ne s'impose pas à toute la lutte pour le socialisme. Si la concurrence s'exacerbe dans la petite Europe, l'exploitation y trouve des moyens nouveaux. Ainsi, les hauts salaires de certaines industries françaises, par exemple, sont menacés par les facilités accordées à l'exécution de certains travaux dans les pays qui offrent de moindres coûts de fabrication parce que la main-d'œuvre y est à bon marché ! Face à ces opérations du capital, les européens « de gauche » n'opposent en général rien ; et surtout pas des mesures d'organisation du mouvement ouvrier — ne fût-ce que syndicales — dans la perspective de luttes coordonnées pour la généralisation des conditions de travail les plus favorables.

Les travailleurs français du Livre, qui ont conservé d'assez bonnes conditions de travail, gagnées de hautes luttes, sont parmi ceux que menace le recours du patronat à une main-d'œuvre sous-payée. Or la Fédération du Livre C.G.T., quoique adhérente à la F.S.M., était restée jusqu'en 1952 membre de la Fédération graphique internationale (F.G.I.) liée à la C.I.S.L. En 1952, au plus fort de la guerre froide, elle avait rompu cette double affiliation, à la suite, il est vrai, d'une provocation F.O. conduite à Marseille par le patron « socialiste » Defferre. Toutefois, les syndicats graphiques belge et suisse regrettaient cette rupture et œuvrèrent bientôt à la réparer, encourageant les Français qui avaient la même orientation.

En mai 1964, l'idée du retour à la F.G.I. fut adoptée par le congrès de la Fédération du Livre. A cette étape, F.O., qui compte 5.000 adhérents dans le Livre et le Papier-Carton réunis contre les 68.000 de la Fédération C.G.T., montra que ce qui lui importe, ce n'est pas l'unité syn-

dicale européenne, mais ses intérêts de boutique. Une lutte de manœuvres filandreuses, qu'il serait trop long de rapporter ici, s'engage et aboutit d'abord à une acceptation par la F.G.I. de la réaffiliation de la Fédération C.G.T., mais par 8 voix contre 6, et de la part de son Comité exécutif, ce qui permet maintenant aux opposants de faire surseoir à l'admission jusqu'à, probablement, un congrès de la F.G.I.

Cette affaire est doublement instructive :

1^o) Elle est, à notre connaissance, le premier exemple d'une double affiliation syndicale internationale qui doit être connue en tant qu'exemple d'un rapprochement sans lequel il sera quasi impossible d'organiser la lutte à l'échelle de l'Europe capitaliste où les syndicats majoritaires sont souvent des organisations internationales opposées (le plus souvent la France et l'Italie à la F.S.M. et les autres pays à la C.I.S.L.).

2^o) Elle dénonce l'absence de tout esprit de classe de gens qui n'ont que l'Europe à la bouche, et particulièrement les dirigeants de F.O., Bergeron en tête qui, dans un récent numéro de l'organe F.O. du Livre, s'élève violemment contre l'admission de la Fédération du Livre C.G.T. dans la F.G.I., menace cette dernière de rupture avec le C.I.S.L., et, un peu plus loin, d'appel au « Mouvement syndical libre tout entier », c'est-à-dire en particulier au poids écrasant des syndicats américains rivaux à leur impérialisme dans le plus servile et le plus sectaire des anti-communismes ; parle de « bataille qui continue » et termine en disant : « Nous la gagnerons parce qu'il ne peut en être autrement. Même à l'Exécutif de la F.G.I. l'affaire n'est pas réglée. » Ceci aussi doit se savoir et se répéter, afin que chacun puisse juger en connaissance de cause, et, dans quelque centrale que l'on soit, si bataille il y a, que les militants puissent y participer dans leur sens ; celui de l'unité de classe, par-dessus les sectarismes. M.L.